

Monsieur le directeur académique

Mesdames messieurs

Cette rentrée est placée sous le signe de l'inquiétude. Celle de l'aveu de l'abandon progressif du contrat social d'après-guerre, et en ce qui nous concerne, du statut de fonctionnaire d'état des enseignants à terme, celle sans précédent de l'intrusion d'officines idéologiques dans l'école par le ministre, celle du caporalisme à tous les échelons de l'éducation malgré les discours sur la confiance accordée aux acteurs de terrain, celle de la conception idéologique du pilotage par les « résultats » qui a échoué partout ailleurs. Les échecs étatsuniens, anglais et suédois en sont la preuve.

La mesure phare de ce gouvernement, les classes dédoublées, ne peut faire oublier ce qui se cache derrière. Une carte scolaire tendue dans et hors éducation prioritaire, des classes dédoublées dans un environnement chaotique, des EVS disparus et un abandon du ratio départemental de décharge des directeurs, la difficulté à vivre l'inclusion au quotidien dans des classes surchargées et un environnement médical dégradé, la médecine scolaire qui n'a plus rien de ce qu'elle était, une formation initiale et continue insuffisantes et une école en perte d'autorité sur tout ce qui concerne son cœur de métier, quand ce n'est pas notre ministre ou un membre du gouvernement qui participe directement par ses propos de cette perte d'autorité.

Quant à considérer que ce gouvernement a fait, au travers de ce dispositif, l'essentiel pour permettre aux élèves les plus fragiles d'échapper au déterminisme social, c'est oublier les régressions sociales sans précédents qu'il fait subir au corps social, en l'accentuant sur les plus en difficulté pendant que les plus privilégiés voient leur position sociale renforcée

La vérité de l'intention c'est l'acte et ceux posés par ce gouvernement sont très loin de la bienveillance affichée. D'ailleurs, le budget prévisionnel 2019 de l'éducation Nationale va dans la même direction avec une diminution en euros constants. L'affirmation de faire mieux avec 1800 postes de moins pour 40000 élèves manifeste la continuation de l'habitude prise dans ce ministère de remplacer les engagements par la communication.

Dans ce contexte, les éthiques professionnelle et personnelle de nos collègues seront sollicitées et c'est de mauvais augure pour un climat apaisé dans les écoles. Nous vous rappelons à cette occasion le vote précédent du CTSD sans le CHSCTD pour faire une enquête sur les la mise en place des classes dédoublées.

Ils pourront s'exprimer lors des élections professionnelles en décembre. A cette occasion, la FSU souhaite rappeler avec force l'importance de ces élections. Elles sont un moment démocratique important pour nos professions. Vous avez un rôle déterminant à jouer dans la bonne organisation de ces opérations. Cela passe par un réel travail d'information des personnels concernés. Cela est d'autant plus important que les modalités de vote (scrutin électronique) adoptées depuis 2011 sont clairement un obstacle à une participation massive des collègues. Nul réflex de gaulois réfractaire à la modernité, un simple constat au regard des taux de participation des deux dernières élections, des nombreux témoignages de collègues n'ayant pu voter et de la stagnation de l'utilisation de la messagerie professionnelle depuis les dernières élections.

Nous redemandons que l'administration augmente automatiquement la capacité de toutes les boites académiques. L'effort fait ces derniers mois reste beaucoup trop timide : nous avons constaté que dans de nombreuses réunions de prérentrée, l'organisation de ces élections professionnelles n'a même pas été mentionnée. La bonne marche de la démocratie nécessite l'implication de tous, et l'administration, à tous les niveaux, doit assumer les responsabilités qui sont les siennes.